

N° 163 - Décembre 2024

DIASPORAS

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

news

Photo : DR

MUSIQUE

ROKIA TRAORÉ

La détresse d'une mère

CORSAIR

Observez le ciel. **L' A330neo est là !**



Abidjan – Paris

Vol quotidien

Renseignements sur flycorsair.com ou en agences de voyages

NEO
NOUVELLE FLOTTE



DIASPORAS-NEWS
édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services
39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité
+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président Directeur de Publication
Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président
Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :
Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU

**Directrice Marketing
Relations Publiques**
Coura SENE-DIACK

Direction Artistique
Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire
Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo
Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes
Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône
Valentin G. SIKELY

Développement Hérault
Benjamin AKA

Développement Ile de France
Jean-Luc GNAGO GROYOU

Développement Haute-Garonne
Jérôme M'BOUA

Développement Alpes-Maritimes
Christian BOUTILLIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

Paris-N'Djamena, le camouflet



Mahamat Idriss Déby et Emmanuel Macron après une rencontre à l'Élysée. (Ph: DR)

« S'ils ne peuvent pas nous protéger, nous aider ou même nous informer, à quoi sert-il d'avoir une base française ici ? » Un vrai questionnement de la population tchadienne, teintée d'un ras-le-bol envers la France s'étaient fait jour au lendemain de plusieurs attaques djihadistes sur leur sol. La visite du président tchadien en France en septembre et sa rencontre avec Emmanuel Macron semblait avoir apaisé les relations entre les deux pays, malgré l'ouverture d'une enquête, d'abord sur les costumes du président tchadien en France, ensuite sur les nombreux biens mobiliers et immobiliers acquis par la famille Déby depuis l'époque du père. Le président Mahamat Idriss Déby avait vu alors rouge.

Déjà irrité par « l'absence de coopération et de collaboration de l'armée française » au moment d'une attaque d'envergure des jihadistes de Boko Haram sur une base avancée de l'armée tchadienne dans la région du Lac Tchad fin octobre dernier, le président tchadien commençait à vraiment se lasser de sa relation avec Paris. Mais la visite de Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères à N'Djamena fin novembre est venue sonner le glas d'une relation chaotique, voire toxique entre les deux pays.

L'arrogance du ministre, son ton donneur de leçon, taçant le Tchad de rester en dehors

du conflit soudanais, demandant en sus le report des élections législatives pour plus d'inclusivité, sont autant de faits qui ont fait monter la moutarde au nez du chef de l'Etat tchadien. Par un communiqué, alors que la délégation française était encore dans l'avion du retour, le Tchad va dénoncer ses accords de défense et de coopération militaire avec l'ancienne colonie. Trop était vraiment trop ! clamait-on dans la capitale d'un pays qui, malgré les soubresauts dans le pré carré français.

Si pour Paris, il n'y a rien qui fâche apparemment, il serait bon de se poser les bonnes questions : la France n'est-elle pas en train de griller ses derniers jokers en Afrique ? Avec le Sénégal qui demande aussi la fermeture de la base militaire française de Dakar, la Françafrique ne vit-elle pas ses derniers jours ? Et si, au fond, tous ses pays étaient en train de se tourner vers la Russie aux dépens de l'Hexagone ? Quoi qu'il en soit, c'est un nouveau camouflet que vient de subir la France.

Il est peut-être grand temps de reconsidérer la politique française en Afrique. Avec le sentiment antifrançais grandissant, une orientation nouvelle s'impose. Sinon, d'autres camouflets ne sont pas à exclure.

Malick Daho



CAMEROUN

La crise anglophone peut-elle prendre fin ?

Depuis 2016, un conflit oppose le gouvernement aux groupes séparatistes des deux régions anglophones du Cameroun : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Commencée par une grève d'avocats et d'enseignants de ces régions, la crise a peu à peu glissé vers une demande de sécession. Comment comprendre la crise ? Prendra-t-elle fin un jour ?

Un conflit qui persiste. Il y a huit ans débutaient les premières manifestations d'avocats et d'enseignants anglophones dénonçant leur marginalisation par le gouvernement central de Yaoundé, majoritairement francophone. violemment réprimés, ces rassemblements se sont rapidement transformés en conflit armé entre groupes séparatistes anglophones et forces gouvernementales. Depuis, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont le théâtre de violences incessantes et la population est prise en étau entre deux camps qui ne parviennent pas à dialoguer. Pourquoi cette crise persiste-t-elle ?

Parmi les multiples crises que traverse le Cameroun, la crise anglophone est sans doute la plus grave en ce qu'elle met à mal l'unité nationale. Ce conflit a conduit les séparatistes à proclamer un nouvel État le 1er

octobre 2017, l'Ambazonie, qui couvre les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où vit environ 20 % de la population camerounaise.

Les célébrations de la « Journée de l'indépendance » sont généralement marquées par des affrontements entre forces gouvernementales et groupes séparatistes armés. Les attaques violentes perpétrées lors des différentes commémorations soulignent l'ampleur d'un problème qui semble avoir été oublié.

La crise a éclaté en octobre 2016 lorsque les revendications corporatistes des enseignants et des avocats en faveur d'une réforme des systèmes éducatif et judiciaire des régions anglophones ont été réprimées de manière brutale. La réaction violente des autorités face aux pré-occupations des citoyens quant à la marginalisation des systèmes linguistiques et éducatifs anglophones et la sous-représentation des Camerounais anglophones

en politique a engendré une crise politique récurrente.

Le gouvernement a consenti quelques concessions, notamment en organisant un Grand dialogue national en 2019, avec peu d'effets, les principaux dirigeants séparatistes n'ayant pas été invités. Les décisions issues du dialogue ont abouti à l'octroi d'un « statut spécial » ambigu accordé aux régions, assorti d'une autonomie peu claire.

En octobre 2022 des pourparlers discrets ont été engagés entre le gouvernement et les leaders anglophones de la diaspora, qui ont montré un réel intérêt pour des négociations formelles. Toutefois, ces efforts n'ont pas permis d'apaiser la rébellion séparatiste, qui a déjà causé plus de 6 000 morts, 630 000 déplacés et 86 000 réfugiés au Nigeria voisin.

Un récent rapport d'Amnesty International fait état d'atrocités, notamment de violences sexuelles et sexistes, commises

par des séparatistes armés, des milices et des forces de sécurité à l'encontre de civils. La crise a également perturbé l'accès à l'éducation de centaines de milliers d'enfants et a brutalement interrompu les activités socio-économiques dans ces deux régions.

Le gouvernement a intensifié sa recherche d'une solution militaire, espérant tirer parti de la fragmentation croissante entre les groupes séparatistes armés, qu'il qualifie de « terroristes ». Au début de l'année 2023, les troupes déployées dans le Nord-Ouest ont attaqué leurs positions.

Les séparatistes sont déterminés à lutter pour une Ambazonie indépendante, quoi qu'il en coûte. Ils ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de participer à des pourparlers dans le cadre d'une médiation internationale, mais se sont heurtés au refus du gouvernement. Il s'agit notamment de discuter de la libération

Paul Biya impuissant...

Paul Biya, au pouvoir depuis 42 ans, n'a jamais réussi à résoudre la crise anglophone, ou encore à trouver une réponse à Boko Haram.

A lors que le mois de novembre marquait 42 ans de pouvoir de Paul Biya, le président du Cameroun n'est pour l'heure pas parvenu à régler la crise dans les régions anglophones qui dure depuis huit ans. Au moins 6.000 civils ont déjà été tués durant ce conflit par les forces gouvernementales et les combattants séparatistes, selon l'organisation Human Rights Watch.

C'est un conflit qui a débuté fin 2016 par les revendications des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, notamment des demandes pour une meilleure représentation politique et des réformes éducatives.

Le 11 octobre 2016, des dizaines d'avocats des régions anglophones ont ainsi manifesté dans la ville de Bamenda, le chef-lieu de la capitale du Nord-Ouest. Ces avocats exprimaient leur



Paul Biya utilise la force comme recours face à la crise. En vain. (Ph: DR)

exaspération face à l'absence de version anglaise de textes juridiques essentiels.

Face à cela, la réponse du gouvernement a été essentiellement répressive avec l'envoi de forces de police sur place. La militarisation des régions anglophones puis l'emprisonnement des leaders séparatistes ont

contribué à intensifier le conflit. En 2017, les séparatistes anglophones radicalisés ont ainsi lancé leurs premières attaques contre l'armée camerounaise. Cyrille Rolande Bechon, directrice exécutive de l'ONG Nouveaux droits de l'Homme, estime que la réponse du gouvernement face à cette crise est depuis le début en déphasage avec la réalité.

Selon lui, «on est dans un système où tout est centralisé, avec une décentralisation qui ne marche pas. Le statut spécial aurait pu marcher si le régime de Yaoundé avait véritablement donné tous les pouvoirs. Là, on a le sentiment d'avoir eu des réponses "habillées", il aurait fallu du contenu réel en termes de ressources pour que ces réponses aient un effet réel sur les populations. Résultats des courses : le conflit continue».

En 2023, on a enregistré plus de 638.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays dans ces régions et au moins 1,7 million ayant besoin d'une aide hu-

manitaire, selon Human Rights Watch.

Felix Agbor Balla Nkongho, président du Centre pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique, salue tout de même quelques initiatives du gouvernement telles que le Grand dialogue national tenu en 2019. Il estime que «pour résoudre cette crise, cela ne dépend pas que du gouvernement. Il faut que les séparatistes comprennent qu'on ne peut pas gagner cette guerre en utilisant les armes contre la population qu'il faut protéger. Ils doivent aussi faire des concessions. Il ne faut pas dire séparation ou rien». Cependant, l'impact réel de ce dialogue reste limité et les perspectives de paix semblent lointaines.

Aujourd'hui, la situation reste tendue, avec des affrontements sporadiques entre les forces gouvernementales et les groupes sécessionnistes. Tandis que plusieurs leaders sécessionnistes, à l'instar de Sisiku Ayuk Tabe, sont toujours en prison.

A.D.

Et maintenant on fait quoi ?

Malgré les graves répercussions du conflit sur la stabilité en Afrique centrale, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine n'a pas encore inscrit la crise camerounaise à son ordre du jour.

En septembre 2022, Paul Biya a mis fin au dialogue parrainé par le gouvernement et animé par la Suisse. Une nouvelle initiative a donné lieu à des réunions discrètes, en prévision d'une médiation avec plusieurs groupes séparatistes au Canada à la fin de l'année dernière. Bien que le gouvernement ait nié avoir sollicité l'aide du Canada, le ministère canadien des Affaires étrangères a maintenu avoir accepté une invitation des deux parties à la médiation.

De nouveaux troubles politiques se profilent d'ici les élections

de 2025. Les élites rivales se bousculent pour succéder à Biya, qui aura 92 ans à l'ouverture du scrutin et qui est au pouvoir depuis 1982. Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Cameroun n'a pas connu de transfert démocratique du pouvoir. Le coup d'État militaire du 30 août 2023 qui a renversé Ali Bongo du Gabon a eu un effet déstabilisant sur le Cameroun. Il a contraint Biya à remanier les postes de l'état-major et à consolider son pouvoir en réduisant l'influence des services de sécurité et en faisant interdire la couverture médiatique associant

le Cameroun aux coups d'État. Des problèmes de santé pourraient l'écartier de la course au pouvoir en 2025, créant ainsi une vacance du pouvoir. Paul Biya aurait envisagé que son fils Franck Biya lui succède, bien qu'une succession dynastique serait probablement mal accueillie par les membres les plus anciens du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, le parti au pouvoir. L'armée pourrait exploiter toute instabilité liée à la succession pour justifier un coup d'État.

A.D.

des prisonniers politiques, de la démilitarisation des régions anglophones et de l'amnistie pour les séparatistes en exil.

Ce conflit ne suscite toujours pas l'attention adéquate du continent ni de la communauté internationale. Hormis quelques déclarations du président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, indiquant sa préoccupation dans cette affaire, l'UA a peu réagi. Lors de la visite de Faki Mahamat à Yaoundé en 2018, le président camerounais Paul Biya s'était engagé à résoudre la crise, mais ses promesses sont restées lettre morte.

Alain Dossou



POLITIQUE » Nigeria

La France vole au secours de Bola Tinubu

Devant la grave crise que vit le Nigeria, son président, Bola Tinubu a séjourné en France pour une visite d'État de trois jours (27, 28, 29 novembre 2024), la première d'un chef d'État nigérian depuis 24 ans. Sécurité, économie et culture étaient au rendez-vous de cette visite exceptionnelle.

La visite d'État de Bola Tinubu à Paris, la première d'un président nigérian depuis celle d'Olusegun Obasanjo en 2000, a été « l'occasion d'approfondir la relation, déjà très dynamique, entre la France et le Nigeria », a indiqué la présidence française. Il y a bien sûr le lien particulier qu'entretient Emmanuel Macron avec le géant africain, où il a séjourné et travaillé plusieurs mois, au début des années 2000. Et c'est au Nigeria que le chef de l'État français a effectué l'une de ses toutes premières visites officielles sur le continent africain, en 2018. Ce déplacement avait permis de poser les bases d'une relation toujours « en forte croissance sur tous les plans » six ans plus tard.

L'Élysée a donc salué la venue du président « d'un grand pays africain ». Et a souligné que la France, elle aussi, « compte au Nigeria ».

Au Nigeria, l'invitation du président Emmanuel Macron est perçue comme un « honneur » et comme la promesse d'opportunités pour le pays. Les partenariats noués dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité ou de l'éducation pourraient « bénéficier de manière significative au Nigeria », se réjouissent les observateurs locaux.

Le pays le plus peuplé d'Afrique traverse une crise économique sans précédent et les éditorialistes nigériens espèrent bien que cette visite d'État est le signe que les efforts de Bola Tinubu vont enfin « porter leurs fruits » et permettre le retour des investisseurs étrangers dans leur pays. Les besoins sont immenses, notamment en termes de forma-



La visite d'État du président Bola Tinubu (à droite) à Paris devrait permettre « d'approfondir le soutien de la France aux forces de sécurité nigérianes ». (Ph: DR)

tion et d'emploi des jeunes, qui représentent près de 70% des 220 millions d'habitants que compte le Nigeria.

Que retenir de cette visite de Bola Tinubu en France ? Elle avait une forte tonalité économique, avec dans la matinée du jeudi 28 novembre 2024 la réunion à l'Élysée d'un « Conseil d'affaires franco-nigérian », une organisation qui rassemble une vingtaine d'entreprises des deux pays, en présence des deux chefs d'État. Le commerce bilatéral entre le Nigeria et la France est le plus important d'Afrique subsaharienne et les investissements français au Nigeria ont doublé en dix ans, à 10 milliards d'euros, mais encore trop peu au-delà du géant pétrolier Total. Dans les infrastructures au Nigeria, ce sont les concurrents, comme le portugais Mota-Engil, qui rafflent des parts de marché.

Le Conseil d'affaires franco-nigé-

rian avait bon espoir que cette visite faciliterait les opportunités dans les secteurs d'avenir que sont les transports durables et les énergies vertes, depuis la fin des subventions aux carburants mais aussi les industries culturelles et créatives si vivaces au Nigeria, et bien sûr l'agro-industrie, au-delà des nouveaux investissements de Danone dans la production laitière.

« Il y a une quarantaine d'années, toutes les grandes entreprises françaises étaient présentes au Nigeria, a rappelé Jean Hass, secrétaire général du Conseil d'affaires France-Nigeria. Elles se sont retirées du pays au moment des crises militaires de la fin des années 1990 et leur place a été reprise par des entreprises étrangères, européennes ou asiatiques. Le but était de rétablir la confiance des entreprises françaises pour se réinstaller au Nigeria et leur expliquer comment,

sans risque démesuré, on peut faire des affaires au Nigeria ».

En effet, le géant africain fait face à une très grave crise sécuritaire, qui touche l'ensemble de son territoire. La visite d'État du président Tinubu devrait donc également permettre « d'approfondir le soutien de la France aux forces de sécurité nigérianes ». La France apporte notamment son appui à la marine et à la police nigérianne dans le golfe de Guinée et elle soutient financièrement la Force multinationale mixte qui réunit les quatre pays qui luttent contre la menace jihadiste sur le pourtour du lac Tchad (Bénin, Niger, Nigeria et Cameroun). Le Nigeria doit faire face, dans le nord de son territoire, aux attaques des groupes jihadistes Boko Haram et État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap).

A.D.



Gabon « POLITIQUE

Un référendum taillé sur mesure pour Brice Clotaire Oligui Nguema

Les Gabonais ont massivement validé, avec 91,8% de «oui», la nouvelle Constitution rédigée par le régime militaire du général Brice Oligui Nguema. La réforme est présentée comme un «tournant majeur» pour le pays après la chute de la dynastie Bongo. Enjeu crucial de cette consultation portée par le nouvel homme fort du pays, le taux de participation s'est élevé à 53,54%.

Un total de 868 115 électeurs étaient appelés le 16 novembre 2024 à déposer un bulletin vert pour le «oui» ou rouge pour «non» pendant la journée de vote, présentée par le pouvoir comme un «moment historique», un peu plus d'un an après le putsch qui a mis fin à 55 ans de règne de la famille Bongo. Les 173 articles de la nouvelle loi fondamentale, fruit de contributions récoltées au printemps lors d'un dialogue national, consacrent entre autres un mandat de sept ans renouvelable une seule fois, avec un régime présidentiel doté d'un pouvoir exécutif fort, sans Premier ministre et l'impossibilité d'une transmission dynastique du pouvoir. Son deuxième article grave dans le marbre l'accession au pouvoir de la junte menée par le général Oligui le 30 août 2023, avec l'instauration d'une «fête de la libération».

Les résultats définitifs désormais confirmés par la Cour constitutionnelle, la prochaine étape sera la tenue d'une élection présidentielle, actuellement prévue en août 2025, pour mettre un terme définitif à la transition. Le général Oligui a promis de rendre le pouvoir aux civils mais il ne cache pas ses ambitions présidentielles en promettant aussi un «essor vers la félicité» à ce pays à la fois riche en pétrole et lourdement endetté. «Nous sommes là pour construire le pays. Et ce pays, on va le construire ensemble», a-t-il



La nouvelle Constitution votée propose une transformation profonde du système politique gabonais. (Ph: DR)

déclaré vendredi. La nouvelle Constitution votée propose une transformation profonde du système politique gabonais. Il abandonne le régime semi-parlementaire au profit d'un régime présidentiel renforcé. Désormais, le président détient l'intégralité du pouvoir exécutif, épaulé par deux vice-présidents, sans Premier ministre. Les ministres sont responsables uniquement devant le chef de l'État, et le Parlement perd son droit de censure. L'une des principales innovations réside dans la limitation stricte des mandats présidentiels. En

effet, un maximum de deux septennats s'inscrit désormais de manière intangible dans le texte. Les partisans du « oui » soutiennent ce point et le présentent comme une garantie pour instaurer une alternance politique. Il vise à éviter les excès du passé. Les critères pour accéder à la magistrature suprême ont cristallisé les tensions. Le nouveau texte impose que les candidats soient exclusivement Gabonais, nés d'au moins un parent gabonais, et mariés à une personne de nationalité gabonaise. L'opposition dénonce ces dispositions, bien que moins restrictives que celles

initialement proposées. Elles apparaissent comme un moyen d'exclure certaines figures politiques majeures. Le texte interdit également au conjoint ou aux descendants du président en fonction de briguer sa succession. L'opinion perçoit cette mesure comme une réaction directe à l'héritage controversé de la dynastie Bongo. Une nouvelle Constitution qui suscite autant d'espoirs de renouveau que de critiques acerbes sur son contenu et ses intentions.

Marie-Inès Bibang



POLITIQUE » RD Congo

L'article-217 de la Constitution pose problème

Les discussions autour d'une éventuelle modification ou changement de Constitution se poursuivent en République démocratique du Congo (RDC). Le camp du chef de l'État Félix Tshisekedi s'est plusieurs fois exprimé en faveur d'un changement de Constitution, ce que rejette vivement l'opposition. Cette fois-ci, les débats tournent autour d'un article de la Constitution congolaise, l'article 217, accusé de « consacrer carrément la vente de notre souveraineté ». Pour l'opposition, il s'agit d'un prétexte.

Un caillou dans la chaussure... L'article 217 de la Constitution congolaise stipule que « la RDC peut conclure des traités, des accords comportant un abandon partiel de souveraineté en vue de promouvoir l'unité de l'Afrique ». C'est le président Félix Tshisekedi qui, le 16 novembre 2024, a évoqué précisément l'article 217 de la Constitution. En déplacement à Lubumbashi, dans le sud-est du pays, il a déclaré que « cet article consacre carrément la vente de notre souveraineté à des États africains ». Pour le chef de l'État, la Constitution actuelle n'est donc plus en mesure de protéger les Congolais.

Ces propos ont provoqué une levée de bouclier du côté de l'opposition. Pour les opposants, cet article n'est qu'un prétexte : « C'est une manipulation », estime Moïse Katumbi. De son côté, Martin Fayulu explique, pour sa part, que cet article 217 n'a pour objectif que de « promouvoir l'unité africaine ». D'ailleurs, ajoutent-ils, plusieurs autres pays africains ont aussi cet article dans leur Constitution, dont le Bénin, le Tchad ou encore la Côte d'Ivoire, énumèrent-ils. Pour rappel, le samedi 9 novembre 2024, plusieurs personnalités issues du monde politique et de la société civile congolaise ont lancé une coalition pour le « sursaut national » afin de protéger la Constitution de 2006.



Le palais du peuple, le Parlement congolais. (Ph: DR)

L'initiative vise à empêcher le président Félix Tshisekedi de la modifier, peut-être dans le but d'effectuer un troisième mandat à la tête de la RDC. Pour eux, toute révision de la loi fondamentale actuelle serait considérée comme un acte de « haute trahison » envers la nation.

« Que ce soit demain ou n'importe quand, si quiconque se présente avec un tel projet, nous y opposerons sans hésitation de la même façon, explique pour sa part l'ancien candidat à la présidentielle, Delly Sesanga, qui figure parmi les signataires de l'appel à la mobilisation. Plus jamais dans ce pays un président ne doit rester en fonction au-delà de deux mandats : nous, Congolais, disons non. Trop, c'est trop ! » reprend celui-ci.

À l'heure actuelle, l'article 220 de la Constitution prévoit qu'un président congolais ne peut pas effectuer plus de deux mandats de cinq ans. Cet article est dit « verrouillé », il n'a d'ailleurs pas été modifié lors des précédentes révisions sous la présidence de Joseph Kabila. Une modification sur ce point nécessiterait un changement de la constitution et pas une simple révision. Pour la porte-parole de la présidence, il faut attendre les conclusions de la commission pour se prononcer.

Pour les soutiens du chef de l'État, c'est une très bonne chose, son parti l'UDPS avait d'ailleurs lancé une campagne en faveur d'une révision de la loi fondamentale. Pour un des ténors du parti, le député Eteni Longondo,

le texte actuel ne garantit pas la souveraineté du pays, quant à la question du troisième mandat, ce sera au peuple de trancher : « La Constitution était écrite dans une période de guerre, pendant que la nation congolaise était plus ou moins faible et qu'il fallait qu'elle accepte certaines choses au détriment de Congolais. Alors maintenant, nous pensons que nous sommes devenus forts et nous devons écrire une constitution qui donne aux Congolais la souveraineté de sa terre. Si le peuple congolais nous demande d'ajouter des années dans un mandat, par exemple de 5 à 7 ou de 5 à 9, là, c'est le peuple congolais. Mais pour le moment, nous n'en discutons pas ».

Alain Dossou



Côte d'Ivoire (Présidentielle 2025) « POLITIQUE

Simone Ehivet veut instaurer le service militaire

À moins d'un an de la présidentielle en Côte d'Ivoire, Simone Ehivet, ex-épouse de l'ancien président Laurent Gbagbo, est officiellement candidate. Elle a reçu l'investiture de son propre parti, le Mouvement des générations capables (MGC), le samedi 30 novembre 2024, deux ans après sa création, à Moossou, le village natal de l'ancienne première dame.



Simone Ehivet investie candidate à la présidentielle de son parti le Mouvement des générations capables, le 30 novembre 2024 à Moossou (sud-est de la Côte d'Ivoire). (Ph : DR)

Simone Ehivet (75 ans), ex-épouse de Laurent Gbagbo, a franchi le cap. Elle est candidate à la prochaine élection présidentielle d'octobre 2025. « Je vous parle avec le cœur », a lancé la candidate du Mouvement des Générations Capables (MGC) depuis Moossou, son village natal. « J'ai accepté d'être candidate à l'élection présidentielle d'octobre 2025 parce que je crois profondément que chaque Ivoirien, quelle que soit sa condition, est capable, s'il le veut vraiment, de transcender toutes les sortes d'épreuves pour rêver, pour créer, pour bâtir et pour réussir », a déclaré Simone Ehivet, lors de la première convention du Mouvement des Générations Capables (MGC), sa formation

politique. Dans un discours d'une demi-heure, « la dame de fer » qui veut bâtir une Côte d'Ivoire nouvelle, a présenté ses priorités : la réconciliation nationale à travers une amnistie, la souveraineté alimentaire, l'industrialisation, ou encore l'instauration de services militaire et civique obligatoires. « Je voudrais vous faire une offre audacieuse : celle de construire une Côte d'Ivoire totalement transformée, modernisée et prospère, dans une Afrique décomplexée, développée, équipée, incontournable, forte et respectée de tous », a souligné Simone Ehivet. Face à la presse, l'ex-Première dame a évoqué la campagne présidentielle à venir. « Je suis

sûre que d'ici à l'élection, il y aura des rapprochements qui se feront ». Concernant une alliance avec Laurent Gbagbo, elle déclare : « C'est une personnalité politique. On discutera si la chose est possible ». Simone Ehivet a été l'épouse du président Laurent Gbagbo au pouvoir de 2000 à 2011, période pendant laquelle elle était surnommée la « Dame de Fer ». Elle avait été arrêtée en même temps que son mari en avril 2011, à l'issue d'une crise post-électorale sanglante opposant le camp Gbagbo au camp Ouattara qui avait fait quelque 3 000 morts. Leur divorce, demandé dès son retour à Abidjan en juin 2021 par Laurent Gbagbo après son acquittement par la

justice internationale, a été officiellement prononcé en 2023. Condamnée en 2015 dans son pays à 20 ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État », Simone Ehivet a bénéficié en 2018 d'une loi d'amnistie, au nom de la « réconciliation nationale ». Pour l'heure, outre Simone Gbagbo, trois autres candidats sont déclarés : l'ex-président Laurent Gbagbo, toujours inéligible pour une condamnation à 20 ans de prison pour des faits liés à la crise de 2010-2011, l'ex-Premier ministre Pascal Affi N'Guessan et l'ancien ministre du Commerce Jean-Louis Billon. Le président Alassane Ouattara n'a pas encore indiqué s'il comptait ou non briguer un quatrième mandat.

Alain Dossou



POLITIQUE » Mali

Choguel Maïga, le début de la fin ?

Choguel Maïga (66 ans) n'est plus le Premier ministre du Mali. Un décret présidentiel lu le mercredi 20 novembre soir à la télévision d'État ORTM, par le secrétaire général de la présidence, met un terme aux fonctions du Premier ministre et à celles de tous les membres du gouvernement. Ce limogeage semblait inéluctable après les propos virulents tenus le samedi 16 novembre par le désormais ex-Premier ministre. Il avait notamment reproché aux militaires au pouvoir de ne pas l'impliquer dans les décisions et d'avoir reporté unilatéralement les élections devant marquer le retour à l'ordre constitutionnel.



Démis de ses fonctions pour « haute trahison », Choguel Maïga avait été nommé Premier ministre en juin 2021, après le second coup d'État militaire. (Ph: DR)

Nommé Premier ministre malien en juin 2021, après le second coup d'État militaire, Choguel Kokalla Maïga a-t-il vraiment exercé ? Pas sûr... Celui qui dénonçait jusqu'alors « un régime militaire déguisé », avait pourtant choisi de prendre sa part du pouvoir et accédait à la Primature. Mais en dépit de certaines déclarations fracassantes, comme le fameux «

abandon en plein vol » qui visait la France à la tribune des Nations unies - à peine trois mois après sa nomination -, Choguel Maïga n'exerçait pas réellement le pouvoir.

Ses relations avec les colonels, récemment promus généraux, se dégradèrent progressivement. Depuis un an, la tension était montée d'un cran et en mai, l'un de ses proches collaborateurs avait même dénoncé

cette éviction du pouvoir. Ce qui lui avait valu d'être emprisonné et condamné pour « atteinte au crédit de l'État ».

Pour Fousseyni Faye, membre d'un groupe d'opposants malien en exil qui a symboliquement formé un gouvernement parallèle à celui actuellement en place dans le pays, l'ex-chef du gouvernement est même carrément devenu un opposant au régime d'Assimi Goïta : « Quand

il dit que les élections et la transition ont été reportées sans aucun débat au sein du gouvernement, il porte un autre costume, en l'occurrence celui d'un opposant ou d'un chef de file de l'opposition. il a en tout cas mis en lumière les dysfonctionnements entre les militaires et lui-même », précise celui-ci.

Choguel Maïga, limogé, devrait poursuivre sa stratégie et tenter de se repositionner en opposant,



Mali « POLITIQUE

→ dans la perspective d'éventuelles futures élections. Mais il lui sera difficile de convaincre, après trois ans et demi au service du régime.

Choguel Maïga peut aussi désormais redouter la « Justice » de la Transition : ces derniers jours, les organisations pro-junte l'ont accusé de « haute trahison » et de « déstabilisation ». Choguel Maïga pourrait à son tour être visé par des poursuites judiciaires, voire même mis en détention de manière préventive, ce qui l'empêcherait de s'exprimer et de mener ses activités politiques. Comme avant lui de nombreuses figures de la politique malienne, toujours détenus, et pour lesquels Choguel Maïga ne s'est jamais battu.

Lamine Thiam

Un nouveau gouvernement de continuité

Au Mali, la passation de pouvoir a eu lieu le 22 novembre 2024 à la Primature : le nouveau Premier ministre, le général Abdoulaye Maïga, nommé la veille, remplace Choguel Maïga, démis de ses fonctions après ses propos virulents contre les militaires qui tiennent le pays. Le général Abdoulaye Maïga n'a pas perdu de temps puisqu'il a déjà dévoilé dans la foulée, la composition du nouveau gouvernement de transition.

Le nouveau gouvernement malien compte 28 ministres, autant que le précédent. On note au passage que le général Abdoulaye Maïga conserve, en plus de ses fonctions de chef du gouvernement, la charge de l'Administration territoriale, stratégique pour l'organisation d'éventuelles élections.

« Les militaires contrôlent maintenant totalement le gouvernement, estime Oumar Berté, avocat et politologue malien, chercheur associé à l'Université de Rouen. Je pense qu'il n'y aura pas un changement majeur de la politique mise en place. Reste à voir si le Premier ministre actuel, le général Abdoulaye Maïga, pourra avoir autorité sur l'ensemble des ministres de son gouvernement. Choguel Maïga n'avait pas cette autorité. Je pense notamment au ministre de la Défense, le général Sadio

Camara, et au ministre de la Réconciliation nationale, le général Ismaël Wagué. Le général Abdoulaye Maïga est considéré, si l'on peut dire, comme un intrus, puisqu'il n'a pas participé directement au coup d'État de l'été 2020. Il s'est montré très fidèle aux militaires putschistes et surtout au président de la transition, le général Assimi Goïta, donc ils sont dans le même camp, mais on verra si cette fidélité va lui permettre d'avoir l'autorité sur son gouvernement ».

Tous les poids lourds du précédent gouvernement de transition sont reconduits et ce n'est pas une surprise : le général Sadio Camara reste à la Défense, le général Ismaël Wagué à la Réconciliation nationale. Il ne pouvait en être autrement pour ces deux militaires, qui ont mené le coup d'État d'août 2020 aux côtés d'Assimi Goïta, président de transition du Mali. Abdoulaye Diop et Alousseini Sanou sont deux civils, mais surtout deux fidèles et efficaces exécutants : ils sont donc reconduits aux Affaires étrangères et à l'Économie, au cœur de la stratégie du régime pour le repositionnement du Mali sur la scène internationale et au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), ou pour la réappropriation des ressources minières, notamment.

On compte tout de même certains changements, avec sept entrées et sept sorties : Ibrahim Ikassa Maïga et Fatoumata Sékou Dicko, proches de l'ancien Premier ministre Choguel Maïga, sont logiquement éjectés.

Chemin inverse pour Mamani Nassiré : celui qui conseillait jusqu'ici, à l'Administration territoriale, le nouveau Premier ministre, le suit à la Primature, mais il monte en grade puisqu'il devient ministre délégué en charge des Réformes politiques et institutionnelles.



Le vendredi 22 novembre 2024 s'est déroulée la cérémonie de passation de charges entre Choguel Maïga (en bleu) et le nouveau Premier ministre Abdoulaye Maïga. (Ph: DR)

L.T.

POLITIQUE » Maroc



De quoi souffre le roi Mohammed VI ?

Mohammed VI souffrirait de la maladie de Hashimoto, une maladie auto-immune pouvant provoquer une hypothyroïdie. Il serait également atteint d'une obstruction pulmonaire chronique qui se serait aggravée l'an dernier.



D'habitude friand de voyages à l'étranger, Mohammed VI les écourte désormais ou les annule carrément. (Ph: DR)

Une photo du roi du Maroc, Mohammed VI, dans un grand magasin parisien, en tenue décontractée, a fait couler beaucoup d'encre fin novembre. Certains internautes affirmaient qu'il s'agissait d'une photo montage. Mais le cliché était bien réel. La polémique témoigne de l'importance de l'enjeu autour de la santé du roi marocain. Une santé devenue préoccupante. En effet, amaigri et méconnaissable, Mohammed VI (61 ans) souffrirait de sarcoïdose. Le souverain a dû réduire davantage son activité déjà rare et le royaume se retrouve de ce fait sous la régence de Fouad Ali El Himma, conseiller du roi, et Abdellatif Hammouchi, chef de la police et de la DST (direction de la surveillance du territoire).

Le journal ibérique El Confidencial rappelle que Mohammed VI souffre depuis des années de la maladie de Hashimoto, une maladie auto-immune pouvant provoquer une hypothyroïdie, et une autre maladie plus grave, une obstruction pulmonaire chronique, qui provoque des problèmes respiratoires. Bien que le roi ne fume plus, cette dernière affection s'est aggravée l'année dernière, selon des sources au fait de son dossier de santé. Mohammed VI a été opéré à deux reprises, à Paris en 2018 et à Rabat en 2020, pour une arythmie cardiaque. La famille royale avait communiqué sur ces deux interventions « réalisées avec succès », mais elle ne dit rien sur son état de santé actuel. Emmanuel Macron était fin octobre à Rabat, mais sa visite aura

été la plus courte de toutes celles qu'il a effectuées à l'étranger. « La santé du souverain conseille que la visite soit brève », indiquait-on. Depuis le début de cette année 2024, Mohammed VI a reçu une seule personnalité étrangère, le président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez, en février dernier. Et encore, l'audience avait duré moins d'une heure. La dégradation de la santé du roi coïncide avec celle des conditions socio-économiques de son royaume. En septembre dernier, des milliers de jeunes marocains ont tenté une grande évasion collective vers l'enclave espagnole de Ceuta, pendant que le mécontentement monte contre la vie chère et la normalisation avec Israël.

Marie-Inès Bibang



Ghana

John Dramani Mahama is back !

Le vice-président du Ghana et candidat du parti au pouvoir à la présidence, Mahamudu Bawumia, a reconnu le dimanche 8 décembre 2024 sa défaite face à l'ancien président John Dramani Mahama lors des élections présidentielles et législatives organisées la veille.



Au terme d'une élection réussie, John Dramani Mahama revient à la présidence, huit après son départ. (Ph: DR)

Huit ans après avoir quitté la présidence du Ghana, John Dramani Mahama est de retour. L'ancien président ghanéen, 66 ans, a remporté le dimanche 8 décembre 2024 l'élection présidentielle face à l'actuel vice-président Mahamudu Bawumia, candidat du New Patriotic Party (NPP), qui a reconnu sa défaite. «Le peuple ghanéen s'est exprimé, il a voté pour le changement et nous le respectons en toute humilité», a déclaré Mahamudu Bawumia lors d'une conférence de presse à Accra, la capitale. Sur son compte X, John Mahama a confirmé avoir reçu l'appel de félicitations de Mahamudu Bawumia. Cette victoire marque un retour historique, faisant de John Dramani Mahama le premier président de la Quatrième république du Ghana à reprendre la présidence après en avoir été chassé par les urnes (2013-2017).

L.T.



Namibie (Présidentielle) « POLITIQUE

Netumbo Nandi-Ndaitwah entre dans l'histoire

La première femme élue présidente de Namibie, Netumbo Nandi-Ndaitwah, a affirmé le 5 décembre 2024 avoir « brisé le plafond de verre » dans un discours austère prononcé lors de sa première rencontre avec la presse depuis l'annonce de son élection. Celle qui était jusqu'à présent vice-présidente du pays a été élue avec 57,31% des suffrages à l'issue de scrutins présidentiel et législatifs marqués par de nombreux dysfonctionnements.



Netumbo Nandi-Ndaitwah, 72 ans, a été élue première présidente de l'Histoire de la Namibie, dès le 1^{er} tour avec 57,31% des suffrages. (Ph: DR)

Historique ! Netumbo Nandi-Ndaitwah a remporté l'élection présidentielle en Namibie dès le premier tour, avec 57,31 % des suffrages, a annoncé le 03 décembre 2024 la commission électorale nationale. À 72 ans, la candidate du parti au pouvoir devient la première femme à occuper ce poste. Un « leadership basé sur la méritocratie et l'inclusion » : c'est ce que

promet, entre autres, Netumbo Nandi-Ndaitwah élue sous la bannière du South West Africa People's Organization (Swapo), parti au pouvoir depuis l'indépendance du pays. Son premier opposant, Panduleni Itula, arrive loin derrière avec seulement 25,50 % des voix dans cette élection qui a connu une forte participation, mais aussi de nombreux cafouillages, obligeant à prolonger le scrutin

de plusieurs jours.

Lors d'une conférence de presse d'un peu plus d'une heure et demie, le 5 décembre 2024, elle a exposé sa vision du futur : « Je veux assurer au peuple de Namibie que sa confiance dans le parti Swapo et en moi-même ne sera pas en vain. Ma vision du pouvoir est connue par vous tous. Ce leadership est basé sur le pragmatisme, l'intégrité, la responsabilité, la méritocratie et l'inclusion,

et doit être appliqué par nous tous. Les gens doivent suivre leur leader, et quand le leader croit en cette vision, la vôtre ne peut pas être différente. L'amour porté au parti Swapo, que le peuple de Namibie a su démontrer, redoublera notre effort à tous pour créer un meilleur futur pour la Namibie ».

Elle a ajouté : « Camarade, on sait tous que la force du parti Swapo repose sur le peuple de Namibie. Encore une fois, merci à vous pour votre confiance. Je vous garantis que vous avez placé votre futur entre les mains capable, grâce à l'agenda du parti qui repose sur le développement social. Nous avons écouté attentivement le peuple dans sa diversité et nous comprenons le besoin urgent d'une évolution dans les médias, dans l'agriculture, la santé, le logement, l'éducation et autres secteurs socio-économiques. Nous avons identifié les mesures urgentes pour protéger les plus vulnérables et créer plus d'opportunités pour les jeunes qui représentent la majorité ».

Fille d'un pasteur anglican, passée par la Russie lors de son exil dans les années 1970, la militante a fait ses classes au Kom-somol, l'organisation de jeunesse du Parti communiste soviétique. Figure de la lutte pour l'indépendance, Netumbo Nandi-Ndaitwah porte des positions conservatrices, étant notamment partisane d'une législation stricte en matière d'avortement.

Lamine Thiam

ECONOMIE » Diaspora et Investissements



COFINA invite la Diaspora à investir

« Attractivité des territoires et mécanisme d'appui à la Diaspora pour le développement durable de la Côte d'Ivoire ». C'est le thème du panel auquel M. Jean-Luc KONAN, Fondateur du Groupe COFINA (Compagnie Financière Africaine) a été invité à intervenir lors du Forum de la Diaspora ivoirienne, organisé par le Sénat de Côte d'Ivoire en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'extérieur.

Pourquoi la diaspora doit investir en Côte d'Ivoire ?

Pertinente préoccupation de la diaspora ivoirienne et même africaine dans un contexte d'échanges et d'attentes entre les migrants et leurs pays d'origine.

À ce sujet, M. Konan n'a pas fait la langue de bois. Loin des stéréotypes ou autres clichés des adeptes de la finance avec leur vocabulaire technique, Jean-Luc KONAN s'est voulu pédagogue, véridique et objectif dans sa transmission du message.

Il a choisi d'aller à l'essentiel avec des mots simples pour être clair, net et précis.

« Nous nous sommes demandés ce que la diaspora ivoirienne voudrait ? Quelles solutions pourrait-on apporter ? » a-t-il souligné lors de son intervention.

Durant sa prise de parole, l'expert financier a donné quelques indicateurs sur les flux des diasporas africaines ainsi que leurs besoins et leurs attentes.

En 2022, la diaspora africaine a réalisé 55 milliards de dollars de flux en direction de l'Afrique.

Les transferts de fond de la diaspora ivoirienne en 2023 s'élevaient à 1 042 millions de dollars. La communauté ivoirienne vivant à l'étranger est aujourd'hui estimée à 1 240 000 personnes, soit 5,4 % de la population ivoirienne, avec des besoins différentes, des attentes fortes sur ses projets d'investissement. C'est pourquoi, il faut lui apporter des solutions concrètes, surtout si l'on veut ramener sa



Au centre, M. Jean-Luc KONAN, Fondateur du Groupe COFINA et ses invités lors de son intervention au Forum de la Diaspora ivoirienne, organisé par le Sénat de Côte d'Ivoire. (Ph: DR)

contribution à 2% du PIB en 2025, selon les orientations stratégiques du Gouvernement.

À titre d'exemple, M. Konan a rappelé la contribution de la diaspora sénégalaise, forte de 700 000 personnes, qui rapatrie aujourd'hui plus du double des flux ivoiriens, soit plus de 3 milliards de dollars.

Déclinant sa réflexion, il a souligné l'importance des mesures incitatives prises par la Côte d'Ivoire via le CEPICI en vue de favoriser l'investissement et le financement des projets dans le pays d'origine. Il a affirmé la possibilité de la diaspora ivoirienne à atteindre la performance sénégalaise.

M. Jean-Luc KONAN a saisi l'occasion pour rappeler les activités de son groupe, présent dans

8 pays africains et en France, à savoir financer les PME et les particuliers mais aussi favoriser les flux de la diaspora ivoirienne et/ou africaine vers leur pays d'origine.

Il a souligné l'apport considérable de cette diaspora auprès des pouvoirs publics ivoiriens qui réclame une considération différente compte tenu de son statut particulier.

M. KONAN a alors dressé un tableau des répartitions des flux de la diaspora ivoirienne qui est révélateur de leur impact financier. Ainsi 60% sont destinés à des projets immobiliers, 20% à l'aide à la famille et 20% à l'épargne.

« Pour la Côte d'Ivoire, tout ceci est une source significative d'entrée de fonds, de dynamisation

de l'économie et d'amélioration de la position en devises dans la zone », s'est-il appesanti.

Il n'a pas manqué d'indiquer que les flux en provenance de la diaspora ivoirienne avaient l'équivalent de l'aide publique au développement.

Ceci confère donc un statut spécial à la diaspora ivoirienne qui a besoin d'être rassuré, de savoir que ses flux financiers et ses investissements seront sécurisés, et qu'elle pourra jouir du fruit plus tard.

C'est pour répondre à ces besoins pertinents que le Groupe COFINA a ouvert COFINA Services France, sa filiale entièrement dédiée à la diaspora africaine. Ainsi, tout ressortissant d'un pays africain où le Groupe est implanté peut, depuis la France, ouvrir un compte dans son pays d'origine, transférer leur argent dans celui-ci, acquérir un bien immobilier, et même obtenir du financement pour ses projets.

Cette solution, proposée par COFINA Services France, sied de plus en plus les diasporas qui y trouvent leur compte.

Le Président Directeur Général du Groupe COFINA a aussi partagé plusieurs exemples de réussite.

« Plus on rassure la diaspora, plus les flux qui arrivent et ils peuvent être utilisés par le gouvernement pour lever davantage de fonds. » a-t-il suggéré.

Et pour donner du poids à sa pensée, il a ajouté : « il y a un certain nombre de produits et services qui ont été mis en place notamment avec le FSA (Fonds de Solidarité Africaine) pour

COP 29 « ENVIRONNEMENT

300 milliards de dollars aux pays pauvres pour quoi faire ?

Les pays développés se sont engagés à Bakou, à la faveur de la Cop 29 (11-22 novembre 2024), à financer davantage les pays vulnérables menacés par le changement climatique à hauteur d'au moins 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035. Le précédent objectif fixé en 2009 était d'atteindre 100 milliards par an en 2020. Mais le nouveau montant est loin des attentes et des besoins des pays en développement.



Le président de la COP29 Mukhtar Babayev lors de la session plénière finale à Bakou en Azerbaïdjan, le 24 novembre 2024. (Ph: DR)

À l'issue de deux semaines de négociations houleuses, les pays du monde entier réunis à Bakou ont approuvé le dimanche 24 novembre 2024 un accord prévoyant au moins 300 milliards de dollars de financements annuels pour les pays en développement, qui en exigeaient beaucoup plus pour combattre le changement climatique. Après deux nuits de prolongations à la COP29, les pays pauvres et vulnérables se sont résignés à accepter cet engagement financier des pays développés à l'horizon 2035, qui relève leur engagement actuel de 100 milliards de dollars par an. Pourtant, quelques heures auparavant, les pays les moins développés et les petits États insulaires avaient quitté une consultation avec ce même montant. Pendant quelques jours, des voix s'élevaient même, y compris au sein du groupe Afrique, pour dire qu'il valait mieux ne pas avoir d'accord du tout plutôt que d'avoir un mauvais accord. Alden Meyer, associé principal chez E3G, groupe de réflexion sur le changement climatique,

et vétéran des COP, identifie plusieurs raisons à ce compromis accepté. « Les pays en développement ont vraiment besoin de plus d'aide financière. Ce n'est pas ce qu'ils voulaient. Évidemment, c'est loin d'être suffisant. Mais je pense qu'à la fin de ces deux semaines, ils ont compris que leurs partenaires des pays en développement n'allaient pas remonter l'objectif bien au-delà des 300 milliards de dollars », analyse-t-il.

L'engagement financier de pays européens, des États-Unis, du Canada, de l'Australie, du Japon et la Nouvelle-Zélande, sous l'égide de l'ONU, est d'augmenter de 100 à « au moins » 300 milliards annuels d'ici à 2035 leurs prêts et dons aux pays en développement. Le montant n'est plus une somme maximale à atteindre mais un plancher qui pourra être dépassé jusque, pourquoi pas, atteindre les fameux 1 300 milliards de dollars réclamés initialement, note notre envoyée spéciale à Bakou, Jeanne Richard. Ce qui compte, c'est que les pays développés, pollueurs, responsables historiques du changement cli-

matique, seront ceux qui devront payer en premier. La Chine et les autres émergents pourront participer de manière volontaire, sans pression particulière.

De l'argent pour s'adapter aux inondations, aux canicules et aux sécheresses. Mais aussi pour investir dans les énergies bas-carbone au lieu de développer leurs économies en brûlant du charbon et du pétrole, comme les pays occidentaux l'ont fait pendant plus d'un siècle. L'argent pourra venir de multiples sources, publique, privée, ou banque de développement. C'était un point qui coïncidait, car les pays du Sud tenaient à éviter des prêts qui risquent d'alourdir leur dette. Ils espèrent que d'ici là, le monde verra mieux l'intérêt de payer pour éviter les catastrophes encore plus destructrices qu'aujourd'hui.

Mais l'accord de la COP29 laisse un goût amer à de nombreux participants. Les pays les plus pauvres de la planète et les États insulaires du Pacifique, des Caraïbes ou d'Afrique demandaient le double ou plus. Petite consolation, les pays du Sud ont réussi à obtenir une clause pour réviser cet accord d'ici à 5 ans au lieu de 10 ans.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres ne cache pas sa déception, mais relativise sur l'accord signé. « J'avais espéré un résultat plus ambitieux – tant sur le plan financier que sur celui de l'atténuation – pour répondre à l'ampleur du grand défi auquel nous sommes confrontés, mais l'accord conclu fournit une base sur laquelle construire », a-t-il déclaré sur le réseau social X.

L.T.

garantir un certain nombre d'investissement). »

Pour terminer son discours, le PDG du Groupe COFINA s'est fait le porte-parole d'un projet cher à la diaspora, le besoin d'acquisition de bien immobilier. Il a saisi la perche pour présenter les produits de son groupe en la matière.

« Les produits que nous proposons à la diaspora sont pour l'acquisition d'un terrain, d'une maison ou la construction de bien. » a-t-il expliqué.

En visionnaire, Jean-Luc Konan a émis l'idée de création de « Diaspolands, » des terrains mis à disposition de cette diaspora pour que les financements qui lui sont accordés, servent directement à y construire, quitte à différer le paiement des échéances sur la durée.

En effet, les flux de la diaspora ne sont pas assimilables à des flux classiques. Ce sont des flux en devises. Et la devise, c'est un pot d'or pour tout pays en développement. C'est une requête que l'on pourrait examiner. Le patron du Groupe COFINA avait à ses côtés, pour la circonstance, M. Serge Massamba, administrateur du Groupe COFINA, M. Marc Konan, DG de COFINA Services France, M. Denis Flachaire, DG de FADEV, M. Fabrice Kouadjo du CCEDIAF, Mme Dazelor de l'UAFFIF, M. Jim Koutouan du Réseau Africo-Caribéen des entrepreneurs en France et M. Boris Kouakou, de l'association AFRIKAINEMENT.

Il est à noter que la Communication de M. Jean Luc KONAN se situe dans le cadre du forum de la Diaspora ivoirienne organisé par le Sénat «

Boni Félix NIANGORAN

Épargne-Prêt

Avec COFINA épargne-prêt, bénéficiez d'un **CRÉDIT** allant jusqu'à **3 FOIS** le montant épargné.

SIMPLE, RAPIDE, FLEXIBLE et SÉCURISÉ

Disponible à COFINA Services France et dans toutes les agences COFINA Côte-d'Ivoire

+33 1 83 87 44 67

service-client.csf@cofinacorp.com



Épargne-Prêt Diaspora, votre levier pour des projets ambitieux !

COFINA Services France révolutionne vos opportunités financières avec l'**Épargne-Prêt Diaspora**, une solution unique dédiée à la diaspora ivoirienne. Cette solution allie épargne et crédit pour donner vie à vos projets en Côte d'Ivoire, qu'ils soient personnels ou professionnels.

- **Épargne boosté** : Transformez vos économies en un soutien financier puissant avec un crédit allant jusqu'à **300 % du montant épargné**.
- **Simple et accessible** : Souscrivez dès 100 € et commencez à épargner à partir de 200 € par mois, sans dépôt de garantie.
- **Rapide et efficace** : Obtenez votre crédit en seulement **72 heures** après validation de votre demande.
- **Flexible et sécurisé** : Profitez d'un remboursement ajusté à vos capacités et d'un taux d'intérêt dégressif.

Pourquoi choisir l'Épargne-Prêt Diaspora ?

- **L'avenir entre vos mains** : Soutenez vos ambitions, développez votre patrimoine ou financez vos projets en toute sérénité.
- **Un engagement pour la communauté** : Contribuez au développement économique de votre pays tout en sécurisant votre propre avenir.

Comment ça marche ?

1. Ouvrez un compte épargne-projet avec un versement initial de 100 €.
2. Constituez votre épargne sur 6 mois, sans interruption.
3. Demandez votre crédit pouvant atteindre **15 300 €**, avec des conditions adaptées à vos revenus.

Ils ont franchi le pas, pourquoi pas vous ?

L'Épargne-Prêt Diaspora, c'est plus qu'une simple solution financière. C'est un engagement, une vision, et une opportunité de construire un avenir meilleur pour vous et vos proches.

Rejoignez le mouvement dès aujourd'hui !

Passez à l'agence COFINA Services France située au 9, avenue Corentin Cariou à Paris ou contactez-nous au **+33 1 83 87 44 67**.

Offre également disponible chez COFINA Côte d'Ivoire.

COFINA Services France
Le partenaire financier de confiance de la diaspora africaine.



Congo « ECONOMIE

Le Congo-Brazza inaugure son réseau 5G

Le chef de l'État congolais Denis Sassou-Nguesso a lancé le 21 novembre 2024 la 5G, propriété de la compagnie de téléphonie mobile MTN Congo. Cet internet haut-débit devrait, espère l'entreprise, attirer plus d'investisseurs.



Le président Denis Sassou-Nguesso (au centre) heureux de lancer le déploiement de la 5G au Congo Brazzaville. (Ph: DR)

C'est fait ! Les deux grandes villes congolaises, Brazzaville et Pointe Noire, sont désormais reliées au réseau 5G. Fariel Dickobat, chef des projets de MTN Congo, a expliqué les avantages de ce réseau de haute capacité : « Vous savez, la 5G nous apporte beaucoup. Je vous donne un exemple économiquement : aujourd'hui avec la 5G, on peut s'immerger dans un cours à distance. Nos enfants, nos jeunes frères, peuvent apprendre dans les écoles des grandes universités de l'Occident, sans se déplacer. Économiquement, ça rapporte déjà

beaucoup. Et, en plus, on peut découpler tout ce qui est aspects du commerce en ligne ».

Arthur Lecka, manager produits chez MTN Congo, lui, se montre plus dithyrambique ! La vitesse de la 5G est impeccable : « Ce réseau de cinquième génération nous apporte une meilleure expérience en termes d'accès à internet. Les vitesses, par exemple, seront plus rapides ». Depuis le siège de MTN Congo à Brazzaville, le président Denis Sassou-Nguesso, en personne, a donc appuyé sur le bouton le 21 novembre 2024, pour lancer la 5G.

Selon MTN, le Congo est le pre-

mier pays à lancé la 5G dans la sous-région. Pour l'heure, elle est déployée à Brazzaville et Pointe-Noire, avant d'atteindre les autres coins et recoins du pays.

C'est depuis 2018 que les autorités congolaises ont manifesté l'ambition de déployer la 5G dans le pays. L'opérateur national, Congo Télécom, s'y était intéressé. Finalement, c'est la société privée MTN Congo qui va s'y appliquer, en lançant, en octobre 2022, dans le cadre du 20ème anniversaire de ses activités dans le pays, une phase-pilote associant le gouvernement, les autres opé-

teurs de téléphonie mobile et l'ARPCE (Agence de régulation des postes et télécommunications). Le déploiement de la 5G nécessite des investissements importants, pour moderniser les équipements et les infrastructures, afin de les adapter à cette norme. C'est donc un grand pas que le Congo a fait, étant entendu que selon l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie, le taux d'adoption de la 5G en Afrique était d'environ 1% en 2023 et ne devrait atteindre que 8% d'ici à 2026.

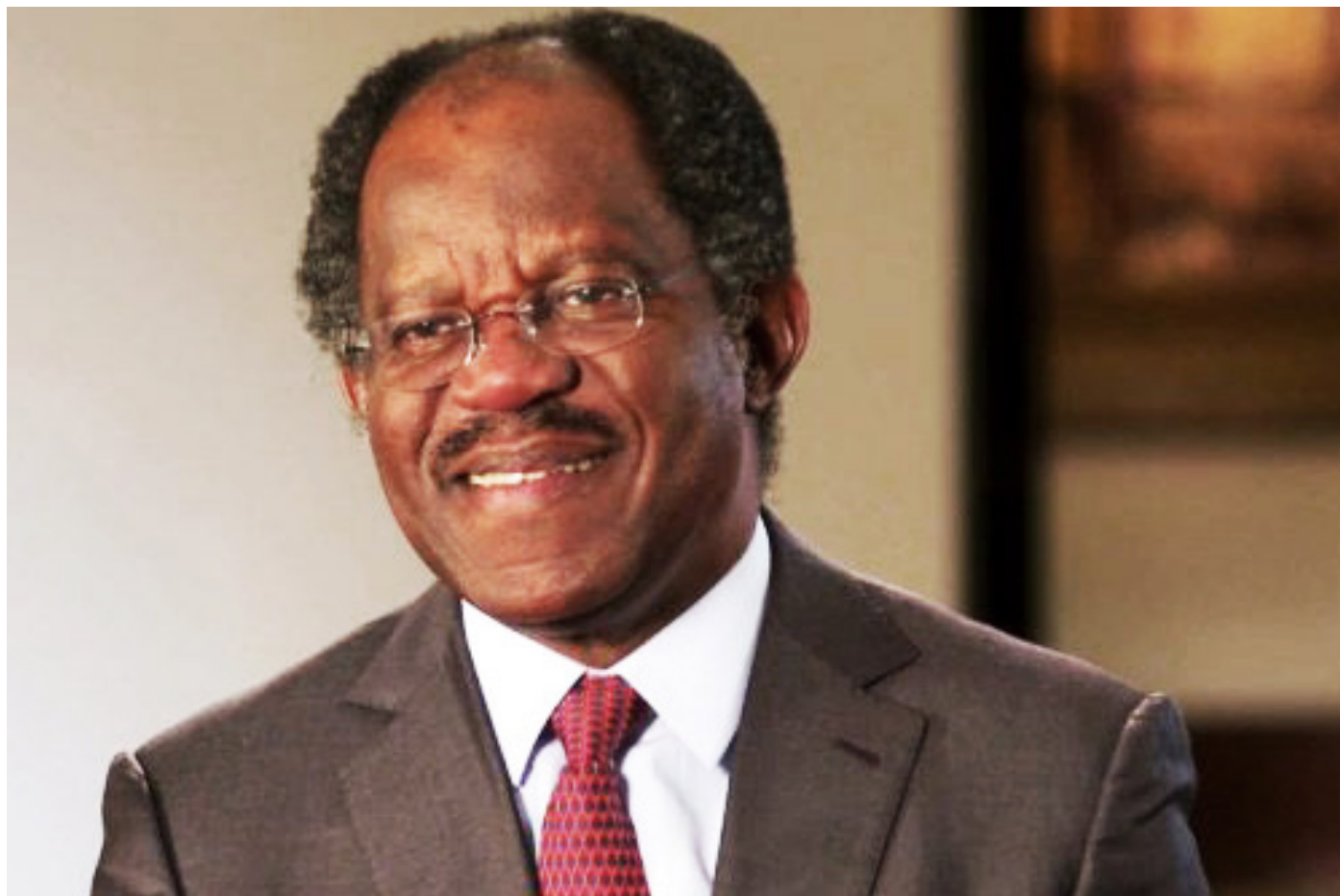
M.I.B.



SOCIÉTÉ » Etats-Unis

Adebayo Ogunlesi, le milliardaire nigérian aux côtés de Donald Trump

Fraichement nommé conseiller en économie de Donald Trump, Adebayo Ogunlesi alias "Bayo" est bardé de diplômés. L'homme est avocat, grand banquier, milliardaire et investisseur international.



Adebayo Ogunlesi est le seul visage africain de la team de Donald Trump. (Ph: DR)

A la prise de fonction de Donald Trump le 20 janvier 2025, il y aura un Africain dans son équipe. À 70 ans, en effet, Adebayo Ogunlesi qui est bien connu dans le monde de la finance comme étant « l'homme qui a acheté Gatwick », l'aéroport londonien, conseillera le locataire de la Maison blanche. Le Nigérian de New York rejoint

l'escadron d'élite de la maison blanche invité par Donald Trump lui-même.

Ogunlesi fera partie d'un Forum de seize grands PDG, qui seront consultés par le commandant en chef des Etats Unis afin d'établir sa politique économique. Il est le seul visage africain de la liste. Qui est Adebayo Ogunlesi ? Il est l'actionnaire majoritaire de l'aéroport londonien de «Gatwick »

et d'Edimbourg (Ecosse) après avoir revendu celui de «London-City» en 2016 dans une transaction s'élevant à près de deux milliards de livres sterling, la monnaie anglaise.

Pour rappel, il a fait ses preuves à «Crédit Suisse First Boston». Au sein de la banque d'investissement jusqu'à atteindre le sommet. Inutile de signaler son passage à Wall Street...

Le nouveau locataire de la Maison blanche sait qu'il pourra compter sur le savoir-faire du génie africain du monde des finances.

Une nomination qui a engendré un enthousiasme parmi les africains vivant aux USA, surtout parmi les Nigériens qui applaudissent cette promotion de «Bayo».

Lamine Thiam



Les origines camerounaises de **Vinicius Jr** révélées

Le 19 novembre 2024, avant la rencontre entre le Brésil et l'Uruguay (1-1), Vinicius Jr a reçu un certificat prouvant que ses ancêtres venaient d'une tribu camerounaise. Pour ce faire, la confédération brésilienne de football a travaillé en collaboration avec une société de traçage génétique. Original...

Vinicius José Paixão de Oliveira Júnior dit Vinicius Jr a reçu un certificat d'ascendance. Le 19 novembre 2024, lors de la rencontre entre le Brésil et l'Uruguay (1-1), comptant pour les qualifications à la Coupe du monde 2026, l'attaquant du Real Madrid a été mis à l'honneur par la confédération brésilienne de football (CBF).

Dans le cadre de la campagne « Raizes de Ouro », menée par l'institution, un certificat d'ascendance a été décerné au joueur de 24 ans. Ce dernier révèle que les ancêtres de « Vini » étaient du Cameroun. Pour ce faire, la confédération a travaillé en collaboration avec une société de traçage génétique et l'attaquant de la Seleção a dû passer des tests afin de déterminer ses origines. Avant le coup d'envoi à l'Arena Fonte Nova, dans la ville de Salvador au Brésil, la star du Real Madrid a donc reçu son certificat aux côtés de son père et du président de la CBF, Endaldo Rodrigues. Mais alors, dans quel contexte cette campagne a-t-elle été lancée ? Selon le patron de la confédération, l'idée était de rappeler « l'engagement dans la lutte pour une société inclusive au Brésil et dans le football mondial ».

Pour Endaldo Rodrigues, en célébrant Vinicius Jr, cela permet de « célébrer la réussite de tous les Brésiliens ». « En connaissant ses origines, nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une société inclusive, reconnaissant



Vinicius Jr a reçu un certificat prouvant que ses ancêtres venaient d'une tribu camerounaise. (Ph: DR)

le rôle fondamental de la culture afro-brésilienne dans notre identité et notre réussite dans le football mondial », a-t-il insisté.

« Le renouvellement de Vinicius Jr avec ses racines africaines est un puissant acte de résistance », a insisté Gina Paige, fondatrice d'AfricanAncestry.com, qui a éga-

lement salué l'initiative. Selon elle, l'histoire ancestrale de l'attaquant de 24 ans a été « effacée par le racisme et l'héritage de l'esclavage ». Grâce à ce test ADN, cela a permis d'identifier les origines de Vini et de savoir que ses ancêtres étaient issus de la tribu Tikar au Cameroun.

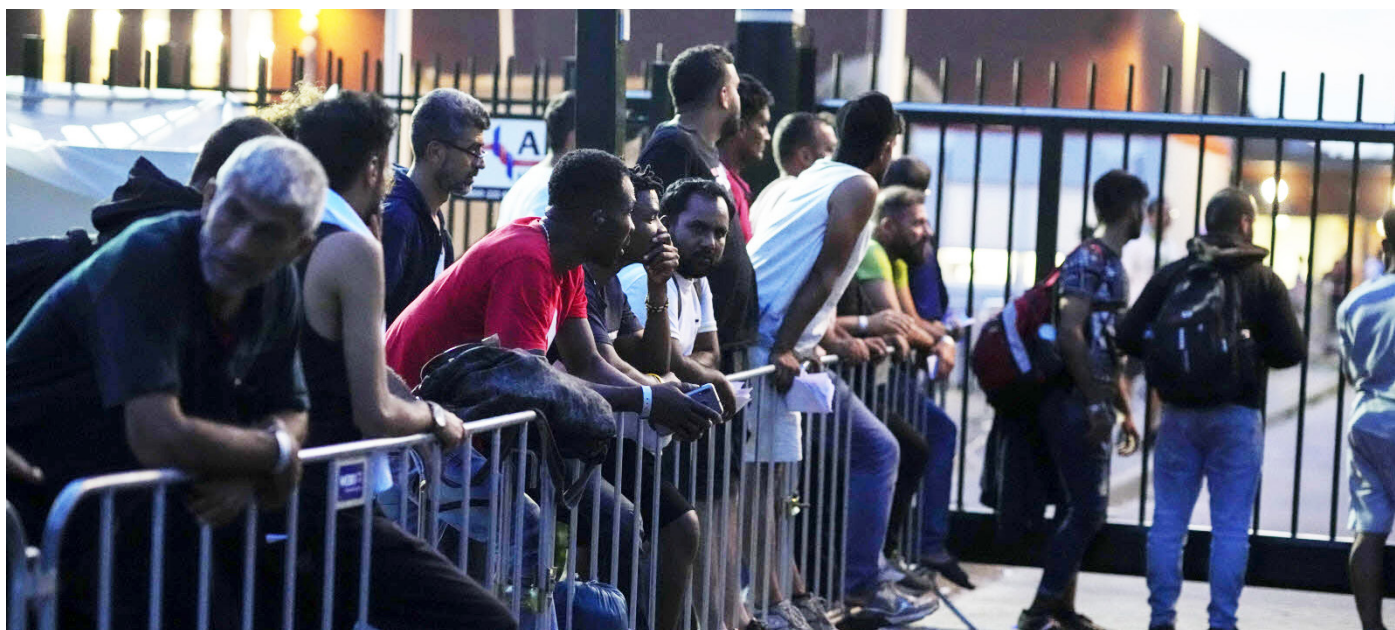
Ses origines lui donnent un point commun avec Kylian Mbappé, son coéquipier au Real Madrid. Le capitaine de l'équipe de France présente lui aussi des racines camerounaises via son père.

Marie-Inès Bibang

SOCIÉTÉ » Pays-Bas

Les demandeurs d'asile ne sont plus les bienvenus à Amsterdam

Près d'un an après la victoire du leader d'extrême droite Geert Wilders aux élections législatives aux Pays-Bas, le nouveau gouvernement néerlandais veut la politique d'asile la plus stricte que le pays ait connue. Elle prévoit de réduire drastiquement les possibilités de regroupement familial, mais aussi les chances d'aboutissement des nouvelles demandes d'asile.



Les Pays-Bas ont annoncé une série de mesures anti-migrants. (Ph: DR)

Les Pays-Bas constituent désormais une zone rouge pour les migrants. La nouvelle coalition au pouvoir dans ce pays européen a récemment détaillé les nouvelles mesures très contraignantes pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. Parmi elles, la possibilité d'expulser des demandeurs d'asile vers leurs pays d'origine.

Le Premier ministre néerlandais, Dick Schoof, a présenté les projets de son gouvernement lors d'une conférence de presse, à l'issue de plusieurs jours de négociations intensives menées par la coalition quadripartite au pouvoir, dirigée par le Parti de la liberté (PVV), parti d'extrême

droite du député anti-immigration Geert Wilders.

Parmi les mesures phares, l'on note : La suppression des titres de séjour à durée indéterminée pour les réfugiés, la réduction du titre de séjour (visa temporaire) de cinq ans à trois ans « en accord avec les pays voisins » et l'introduction de contrôles aux frontières.

Mais toutes ces mesures ne seront peut-être pas adoptées. Elles doivent être approuvées à la fois par la chambre basse et la chambre haute du parlement de La Haye.

Le gouvernement a cependant reculé face à la volonté de Geert Wilders de déclarer une « crise de l'asile » aux Pays-Bas,

ce qui aurait déclenché une loi d'urgence qui aurait permis de faire passer des mesures sans que le parlement n'ait à les approuver au préalable. Une « crise de l'asile » aurait concrètement permis aux Pays-Bas d'abroger la « loi sur la distribution » qui oblige les municipalités à créer des places d'accueil pour demandeurs d'asile ou encore de durcir les règles sur le regroupement familial.

À l'instar des autres pays européens, les demandeurs d'asile sont en augmentation aux Pays-Bas. Selon Eurostat, un peu plus de 38 000 personnes ont déposé un dossier de protection internationale, contre 35 000 l'année précédente, et 24 000 en 2021.

En 2015, les Pays-Bas avaient enregistré plus de 40 000 demandeurs d'asile - majoritairement originaires de Syrie -, un chiffre moins important que l'Allemagne mais relativement élevé pour un pays qui n'avait jamais fait face à un afflux de réfugiés à ses portes.

Toutefois, le pays peine à héberger ces nouveaux arrivants. Faute de place, durant l'été 2022, le seul centre d'enregistrement de Ter Appel avait été complètement débordé. Plus de 700 personnes avaient dû dormir à l'extérieur de la structure, à même le sol. Un nourrisson était alors décédé, provoquant l'émoi de la population.

M.I.B.



Le nouveau sélectionneur nommé avant la fin de l'année

L'intérim de Pape Thiaw a pris fin après la dernière journée des éliminatoires de la CAN 2025. Le successeur d'Aliou Cissé devrait être connu dans quelques jours. Et l'intérimaire pourrait bien être titulaire après un bilan parfait.



Pape Thiaw a toutes les chances d'être confirmé comme le sélectionneur des Lions de la Teranga. (Ph: DR)

Après Sénégal-Burundi (2-0) du mardi 19 novembre 2024 lors de la dernière journée des éliminatoires de la CAN 2025, Pape Thiaw a officialisé la fin de son contrat avec l'équipe nationale de football du Sénégal. « J'étais entraîneur intérimaire. Là, c'est fini, ce soir ». Mais ce n'est peut-être qu'un au revoir pour celui qui avait remplacé au pied levé Aliou Cissé sur le banc des Lions champions d'Afrique 2022. L'intérim a été en effet une réussite pour le technicien de 43 ans

qui a pris les rênes de l'équipe à la veille de la troisième journée des qualifications à la CAN 2025. Et il a fait carton plein : quatre matchs, quatre victoires, zéro but encaissé, huit inscrits. En quatre sorties, l'ex-international a insufflé un nouveau souffle aux Lions qui semblaient avoir fait le tour après près de 10 ans de coaching avec Aliou Cissé.

Pape Thiaw fait aujourd'hui naturellement partie de la short-list des dirigeants sénégalais pour le poste de sélectionneur titulaire de l'équipe nationale A. Une liste

sur laquelle les noms d'Hervé Renard, retourné en Arabie saoudite, et Patrick Vieira, récupéré par le Genoa (Italie), ont été rayés.

« Nous allons choisir un sélectionneur de nationalité sénégalaise. Et évidemment, Pape Thiaw fait partie des candidats pour le poste, a confié Augustin Senghor, le président de la Fédération sénégalaise de football. Il a remporté le dernier CHAN avec l'équipe nationale locale. Ensuite, il a rejoint le staff de l'équipe A comme adjoint d'Aliou Cissé. Et

puis, il a bien géré l'intérim ». La Fédération donne rendez-vous fin décembre au plus tard pour annoncer le nom du nouveau sélectionneur qui fera son baptême du feu en mars lors des cinquième (Soudan) et sixième journées (Togo) des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. Pape Thiaw devrait avoir comme concurrents directs, Habib Bèye, sans club pour le moment, et surtout Omar Daf, actuel entraîneur d'Amiens (Ligue 2).

GFY



SPORT » Cameroun

Choupo Moting signe aux New York Red Bulls grâce à Mario Gomez

Libre de tout club depuis son départ du Bayern Munich l'été dernier (38 buts, 13 passes décisives en 122 matches), l'attaquant camerounais s'est engagé pour deux saisons avec la franchise américaine.



Eric Choupo Moting à la découverte de la Major Soccer League. (Ph: DR)

Libre de tout club depuis son départ du Bayern Munich l'été dernier, avec un bilan somme tout assez honorable (38 buts, 13 passes décisives en 122 matches), Éric-Maxim Choupo-Moting, 35 ans, a retrouvé un club. Et pas n'importe où. L'attaquant camerounais, passé par le PSG (51 rencontres et 9 buts entre 2018 et 2020), a même changé de continent.

L'international camerounais aux 73 sélections, finaliste de la Ligue des champions 2020 avec Paris, rejoindra à partir de janvier 2025 les New York Red Bulls. Un contrat de deux ans l'attend et la visite médicale a déjà été effectuée.

Pendant longtemps pourtant, le nom de Choupo-Moting avait été murmuré du côté du Torino (Serie A italienne). Mais les discussions n'ont jamais pu aboutir. Il y a également eu des touches au Brésil ou encore aux Emirats Arabes Unis. En vain.

Pour convaincre le Camerounais, un homme a joué un rôle clé : Mario Gómez, ancien avant-centre du Bayern et de la Mannschaft, et actuel dirigeant au sein de la galaxie Red Bull. Gomez, qui a été son coéquipier en club, a su trouver les mots justes. Même chose pour Sandro Schwarz, l'entraîneur allemand de la franchise new-yorkaise, où évolue notamment l'international suédois Emil Forsberg.

GFY



Côte d'Ivoire « SPORT

Wilfried Zaha, indésirable à Lyon

Arrivé dans le Rhône sous la forme d'un prêt en toute fin de mercato, Wilfried Zaha (32 ans, 3 apparitions en L1 cette saison) représente pour l'instant un échec pour l'Olympique Lyonnais. Mécontent de sa situation, l'attaquant, qui n'a été titularisé qu'une fois depuis le début de saison, souhaite déjà retourner à Istanbul. Problème ? Galatasaray n'en veut plus...



Le recrutement de Wilfried Zaha par l'Olympique lyonnais est déjà un échec. (Ph: DR)

Rien ne va pour l'attaquant ivoirien de l'Olympique lyonnais, Wilfried Armel Zaha (32 ans). Sa traversée du désert du côté de Lyon se poursuit. Après plusieurs mois sous le maillot rhodanien, l'ancien joueur de Manchester United et de Crystal Palace ne trouve pas sa place et il a très clairement le mal du pays. Mais selon le média 'Habertürk', Galatasaray ne compte absolument pas rapatrier l'Ivoirien, qui serait vu comme un élément perturbateur à la cohésion de l'équipe lorsqu'il ne joue pas.

Wilfried Zaha semble donc bien parti pour terminer l'exercice à Lyon. Rappelons que l'OL prend en charge une partie de son énorme salaire et le club va devoir assumer ses émoluments encore plusieurs mois.

À 32 ans, l'international ivoirien, traverse donc une période difficile qui alimente les interrogations quant à son avenir au sein du club rhodanien.

À ce jour, Wilfried Zaha n'a disputé que trois matchs de Ligue 1 cette saison, avec une seule titularisation. Un bilan décevant pour un joueur considéré comme

un renfort clé lors de son recrutement. Ses performances sur le terrain et son faible temps de jeu reflètent un manque d'intégration dans les plans de l'entraîneur lyonnais. Ce contexte a généré une frustration croissante chez l'attaquant.

Une chose est sûre, Lyon devra rapidement trouver une solution pour tirer parti de l'Ivoirien d'ici la fin de la saison. Un départ dès le mercato hivernal semble peu probable, le joueur étant désormais contraint de rester jusqu'à l'issue de la saison.

L'absence de Wilfried Zaha par-

mi les cadres de l'équipe lyonnaise interroge également sur sa condition physique et mentale. Arrivé avec de grandes ambitions, il n'a pour l'instant pas démontré la capacité à élever le niveau d'un OL déjà en crise. Ses faibles apparitions laissent penser qu'il pourrait avoir du mal à retrouver son influence passée. Wilfried Zaha, 33 captes internationales avec la Côte d'Ivoire pour 5 buts, n'a plus été appelé en sélection pour des problèmes de comportement.

Guy-Florentin Yameogo

SPORT » Guinée



Un match de football en hommage au général Doumbouya se transforme en drame

Le gouvernement guinéen a rapporté qu'un mouvement de foule a provoqué la mort d'au moins 56 personnes le dimanche 1er décembre 2024 à l'occasion d'un match dédié au chef de la junte. La Guinée a décrété lundi trois jours de deuil national.



Un mouvement de foule au stade de N'Zérékoré a entraîné la mort de 56 personnes. (Ph: DR)

Un mouvement de foule au cours d'un match de football a fait au moins des dizaines de morts, le dimanche 1er décembre 2024 à N'Zérékoré, dans le sud-est de la Guinée. «Les services hospitaliers font état d'un bilan provisoire de 56 morts et plusieurs blessés», précise le gouvernement guinéen. «Pour montrer que c'est la solidarité nationale, (que) c'est la nation qui est en deuil aujourd'hui, à partir de demain (mardi) trois jours de deuil national seront proclamés (...) le drapeau national sera mis en berne», a dit le Premier ministre Amadou Oury

Bah, dépêché à N'Zérékoré par le chef de la junte, le général Mamady Doumbouya.

Selon la presse locale, il s'agissait d'un tournoi dédié au chef de la junte, le général Mamady Doumbouya, arrivé au pouvoir après un coup d'État en septembre 2021 et qui s'est depuis investi président.

De tels tournois prolifèrent ces dernières semaines en Guinée, des événements perçus comme des témoignages de soutien à une éventuelle candidature de Mamady Doumbouya à la prochaine élection présidentielle.

Les événements, d'abord présentés comme des heurts entre sup-

porteurs, ont été déclenchés par l'expulsion d'un ou deux joueurs et un penalty aux dépens de l'équipe de Labé à la fin de la partie l'opposant au onze local en finale d'un tournoi doté d'un trophée Mamady Doumbouya, ont rapporté des témoins. Des supporters ont envahi le terrain. La suite, on la connaît...

Les officiels présents, dont deux ministres, ont été empêchés de quitter les lieux, provoquant des jets de pierres et des tirs de lacrymogènes par les forces de sécurité. Selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, une foule considérable se pressait dans le stade vétuste de la deuxième

ville du pays, en Guinée forestière, aux confins du Liberia et de la Côte d'Ivoire, et à 900 km – de la capitale Conakry.

D'autres vidéos montrent de nombreux corps inertes allongés dans la rue ou les uns à côté des autres dans ce qui pourrait être des centres de soins.

Des médecins ont fait état de dizaines de morts. L'accès à une information vérifiée est très compliqué dans cette zone éloignée. Les médias en ligne ont fait état de services hospitaliers et d'une morgue saturée par l'afflux de blessés et de corps.

BURKINA FASO



Cyclisme « SPORT

Pourquoi le Tour du Faso a été suspendu par l'UCI

L'Union cycliste internationale (UCI) a procédé au retrait du Tour du Faso de son calendrier, après la présence sur la ligne de départ d'une équipe russe lors de la 33^e édition de l'évènement (29 octobre-7 novembre 2024). Le gouvernement burkinabé a invoqué sa «souveraineté» pour justifier sa décision.



verra-ton le Tour du Faso ? (Ph: DR)

Le prestigieux Tour du Faso pourra-t-il se relever de ce coup porté par l'Union cycliste internationale (UCI) ? Pas sûr... L'UCI a annoncé, le vendredi 25 octobre 2024, le retrait de son calendrier 2025 du Tour du Faso, qui se déroule actuellement au «pays des hommes intègres». Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, le règlement est clair : les athlètes russes et biélorusses, tout comme les équipes, ne sont

plus autorisés à participer aux épreuves du calendrier international de l'UCI.

Or, les organisateurs ont invité le CSKA Moscou, équipe historiquement liée à l'armée et qui porte d'ailleurs des maillots floqués «Russia Army», provoquant l'ire de l'UCI.

«L'UCI a immédiatement adressé aux organisateurs une lettre officielle leur demandant notamment d'interdire la participation de l'équipe [...]. Toutefois, en dépit de cette directive, l'équipe a pris le départ de l'épreuve», a

justifié l'instance dans un communiqué. «Par conséquent, l'UCI a procédé au retrait immédiat de l'épreuve du calendrier international UCI et étudie actuellement les suites disciplinaires relatives à la participation de cette équipe.»

Le gouvernement burkinabé a répliqué par la voix du ministre d'État Bassolma Bazié. «La souveraineté, c'est dans tous les domaines : économique, social, sportif, politique, militaire. Il n'appartient pas à un pays de nous indiquer qui nous devons

inviter, qui ne doit pas être invité, qui doit participer ou non», a-t-il défendu.

Le Tour du Faso, course de catégorie 2.2, le plus bas échelon pour une course professionnelle, se tient depuis 1987 et faisait partie des rares courses UCI sur le continent africain. Son parcours s'est restreint au centre du pays en raison de la situation sécuritaire au Burkina Faso, dont la plupart du territoire est miné par de sanglantes attaques jihadistes.

GFY

CULTURE »

La Côte d'Ivoire attend son tambour parleur Djidji Ayôkwé

Le tambour parleur, connu sous le nom de Djidji Ayôkwé, va bientôt être rendu à Abidjan par Paris. L'annonce a été faite le lundi 18 novembre 2024 dans l'après-midi à Paris par les ministres française et ivoirienne de la Culture, Rachida Dati et Françoise Remarck, qui ont signé une convention de dépôt. Cela marquera la fin d'un long feuilleton, qui aura duré plus de trois ans.



Les autorités ivoiriennes heureuses du retour du tambour parleur à Abidjan. (Ph: DR)

Retour aux sources. Le tambour parleur, connu sous le nom de Djidji Ayôkwé, sera bien retourné en Côte d'Ivoire. Il va d'abord être prêté à la Côte d'Ivoire avant le vote d'une loi spécifique en France pour le restituer, qui devrait intervenir dans les prochains mois.

Une proposition de loi en ce sens vient d'être déposée au Sénat. Parmi les sénateurs qui portent ce texte, certains s'étaient rendus à Abidjan en septembre dernier. Sur place, ils avaient été alertés par les autorités ivoiriennes sur

le retard pris dans ce dossier, alors qu'Emmanuel Macron avait annoncé cette restitution il y a plus de trois ans. Or, le retour de cet imposant tambour de 3,31 mètres de long et de 430 kilos était bloqué par les reports successifs du vote d'une loi-cadre sur les restitutions de biens culturels. Le Djidji Ayôkwé, comme on l'appelle, avait rejoint les réserves du Musée du quai Branly, à Paris. Le gouvernement s'est engagé l'an dernier à le rendre à la Côte d'Ivoire, mais d'abord, son encaissement a eu lieu dans les locaux de l'entreprise Aïnu à

Aubervilliers, près de Paris. Il faut savoir que l'encaissement, ce n'est pas simplement mettre un objet dans une boîte. Le tambour parleur mesure 3,31 mètres, pèse près de 430 kilos et représente une valeur patrimoniale inestimable. Un socle en acier inoxydable, ainsi que deux grandes caisses en pin, ont été fabriqués pour le ramener jusqu'au quai Branly, puis en Côte d'Ivoire. Sensibilisé sur l'importance de ce tambour parleur pour la Côte d'Ivoire, une pièce majeure de la communauté tchaman pillée en 1916 par les colons français,

les sénateurs français ont, à leur retour d'Abidjan, formulé des propositions au ministère de la Culture, qui s'est alors attelé à la tâche.

Si la convention de dépôt a été signée le lundi 18 novembre 2024, le Djidji Ayôkwé ne devrait rentrer, lui, en Côte d'Ivoire, qu'au printemps prochain. Il sera après exposé au musée des civilisations d'Abidjan, où une place l'attend depuis longtemps.

M.I.B.



Rokia Traoré

écrouée en Belgique

La chanteuse malienne Rokia Traoré, réclamée par la justice belge, a été transférée le vendredi 29 novembre 2024 depuis l'Italie et écrouée à la prison de Haren, près de Bruxelles, a indiqué le parquet de la capitale belge.

Sale temps pour la chanteuse et guitariste malienne Rokia Traoré ! Après plus de cinq mois passés dans une prison italienne, elle a été transférée et écrouée à la prison de Haren, près de Bruxelles. Extradition autorisée par la Cour de cassation de Rome qui a rejeté, le 19 novembre 2024, le pourvoi de l'artiste malienne au motif qu'elle devait suivre l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, favorable à l'extradition.

Rokia Traoré, 50 ans, est sous le coup d'une condamnation pour non-représentation d'enfant prononcée en 2023 par le tribunal de Bruxelles. Un conflit l'oppose depuis 2019 au dramaturge belge Jan Goossens à propos de la garde de la fille née de leur union en 2015.

Selon Me Del Re, son avocate, cette affaire soulève de nombreuses questions juridiques internationales : « Rokia Traoré n'avait pas été informée du procès au tribunal correctionnel de Bruxelles », en octobre 2023, à l'issue duquel elle avait été condamnée à deux ans de prison pour non-représentation d'enfant. Mais elle « n'avait donc pas pu être présente, ni être défendue par un avocat ». Ce que Maddalena Claudia Del Re qualifie de « grave violation des droits de la défense et du principe d'un procès équitable ».

En vertu d'un mandat d'arrêt européen, Rokia Traoré a été arrêtée en juin dernier à l'aéroport Fiumicino de Rome où elle venait d'atterrir pour donner un concert en Italie.

Marie-Inès Bibang



Rokia Traoré a été écrouée en Belgique pour non-représentation d'enfant. (Ph: DR)



CULTURE » Afrik Fashion Week 2024

15 stylistes africains en mode CAN 2023

La mode en mode CAN-foot. C'est ce mariage réussi présenté par les 15 créateurs africains de renom, le samedi 16 novembre 2024, à la 17e édition d'Afrik Fashion Week au palais des congrès du Sofitel Hôtel Ivoire Abidjan transformé en véritable temple de la mode africaine.

Stylistes renommés, personnalités publiques, gloires du football africain et divers partenaires ont célébré ensemble l'art et la créativité du continent à cet act17 d'Afrik Fashion Week. Les stylistes ont présenté leurs créations exceptionnelles, sublimant des mannequins professionnels. Les spectateurs ont été transportés dans un univers de textures, de couleurs et de styles variés, reflet de la richesse culturelle africaine.

Sous la houlette d'Isabelle Aneh, promotrice passionnée et commissaire générale d'Afrik Fashion Week, l'événement a une fois de plus prouvé que la mode africaine est en plein essor. Son discours empreint de gratitude et d'émotion a rendu hommage aux partenaires, aux créateurs et aux personnalités présentes.

La soirée a également mis en avant des partenaires prestigieux et d'autres institutions engagées pour le développement de la mode ivoirienne. Le ministre du Tourisme, Sian-dou Fofana, et la délégation du ministre de la Culture et de la Francophonie ont marqué leur soutien. Madame Baongo Danielle Lidegoué Cissé, marraine de l'événement, a été saluée pour son rôle crucial dans la promotion de l'artisanat et de la mode locale. Son engagement, tout comme celui des nombreux sponsors présents, témoigne de l'importance croissante accordée à l'industrie créative en Côte d'Ivoire.



Les collections présentées lors de cette édition ont brillé par leur originalité et leur profondeur (Ph : DR)

Les collections présentées lors de cette édition ont brillé par leur originalité et leur profondeur. Chaque tenue racontait une histoire, mariant tradition et modernité, et affirmant l'identité africaine sur la scène internationale. L'association entre la mode et le football a également été mise en avant, illustrant un message de solidarité et d'unité à travers des collaborations inédites. « Nous avons voulu associer la mode à la CAN pour montrer que, comme dans le sport, la mode rassemble et transcende les frontières », a souligné Isabelle Aneh, avant de préciser : « Chaque création que nous découvrons ce soir porte une part de notre histoire et une vision audacieuse de l'avenir », a déclaré Isabelle Aneh, saluant également les soutiens institutionnels et privés ayant contribué à cette réussite.

Afrik Fashion Week 2024 a confirmé son rôle de plateforme incontournable pour les talents du continent, tout en renforçant le lien entre les arts, la culture et le développement économique. À travers cet événement, Abidjan s'est imposée comme une capitale de la mode africaine, rappelant au monde entier que le continent regorge de créativité et d'audace. L'attente est déjà palpable pour la prochaine édition, qui promet de repousser encore plus loin les frontières de l'innovation et de l'élégance.

J.C. PAGNI



L'attiéké inscrit au patrimoine immatériel de l'UNESCO

L'attiéké ivoirien vient de faire son entrée au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. L'annonce a été faite lors de la 19e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, qui s'est tenu au Paraguay.

Pilier de l'alimentation quotidienne en Côte d'Ivoire et dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, l'attiéké, semoule de manioc légèrement aigre qui accompagne les poissons et les viandes en sauce, connaît la consécration.

Accédant à la demande du gouvernement ivoirien, l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) a rendu publique le certificat d'enregistrement de l'attiéké comme « marque collective ».

Pour Paul Assandé, directeur général de l'Office ivoirien de la protection intellectuelle (OIPI), l'attiéké occupe une place centrale dans le patrimoine culturel national. Il était donc nécessaire, pour l'Etat de Côte d'Ivoire, de protéger son appellation.

En effet, en plus de son inscription au patrimoine immatériel de l'Unesco, l'attiéké bénéficie également du statut de « marque collective ». Concrètement, seule la semoule de manioc fermentée produite en Côte d'Ivoire peut être commercialisée sous le nom d'« attiéké ».

« C'est un élément déterminant de l'identité de la Côte d'Ivoire. On ne peut pas détacher l'attiéké de la Côte d'Ivoire. Donc il était important de trouver un moyen d'empêcher que d'autres pays, en dehors de la Côte d'Ivoire, puissent utiliser cette appellation-là pour commercialiser leur semoule de manioc. Donc aujourd'hui en enregistrant l'attiéké en marque collective, la Côte d'Ivoire peut empêcher, à des



Une vendeuse d'attiéké, spécialité culinaire de Côte d'Ivoire. (Ph : DR)

moyens légaux pour empêcher l'utilisation de cette appellation-là par d'autres pays », explique Paul Assandé. Pour le moment, la mesure n'est

valable qu'en Afrique de l'Ouest, mais l'OAPI a déjà entrepris les démarches pour étendre la marque collective en Europe et aux Etats-Unis... et ambitionne,

à terme, de protéger son attiéké dans le monde entier.

M.I.B.

GASTRONOMIE » PINTADE YASSA...

Marinade Cuisson et Préparation 3h

Difficulté *

Pour 4 Personnes

*****INGREDIENTS*****

1 Pintade fermière
3 gros oignons
3 ou 4 citrons pressés

1 piment rouge
2 feuilles de laurier
60 g d'olives vertes
1 cuillère à soupe de moutarde
1 cube de bouillon
20 cl Huile de tournesol

1 verre de Vinaigre d'alcool
2 verres d'eau
Sel, Poivre

Pour le nokos
4 gousses d'ail
1 cube de bouillon
15 piments oiseau
2 cuillères à soupe de poivre noir en grain.

*****PREPARATION*****

Mettez la pintade à mariner au moins 2 heures à l'avance.

Coupez la pintade en morceaux réguliers.

Dans un récipient lavez les morceaux de pintade avec de l'eau vinaigrée.

Egouttez salez, poivrez puis réservez dans un saladier.

Préparez le nokos

Mixez par petites pressions les gousses d'ail, les piments oiseau, le poivre en grain, le bouillon de cube avec un trait d'huile pour obtenir une pâte pas trop lisse.

Faites des entailles dans les morceaux de pintade et insérez-y le nokos.

Ajoutez le jus de citron, un filet d'huile puis laissez mariner 2 heures au réfrigérateur.



Retirez les morceaux de pintade de la marinade, faites-les bien cuire au four pendant environ 30 minutes en les retournant sur toutes les faces.

Pendant ce temps, émincez les oignons puis mettez-les dans la marinade.

Dans une marmite, faites chauffer l'huile. Mettez-y les oignons à dorer à feu moyen pendant 10 minutes ajoutez la marinade, la moutarde le reste de nokos, le piment rouge, les feuilles de laurier le cube de bouillon émietté, le sel, le poivre et 2 verres d'eau. Couvrez et faites cuire 20 minutes.

Déposez enfin les morceaux de pintade grillée dans la marmite, mélangez bien et laissez mijoter 10 minutes.

Retirez du feu et ajoutez les olives vertes dénoyautées.

Servez avec du riz blanc.

Recette originaire du Sénégal habituellement réalisée avec du poulet. Revisitée à la pintade c'est tout simplement excellent.

Bon appétit.

Danielle EBENGU

Ph: DR

LE NUMÉRO 622 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



EN COVER DE CE NUMÉRO, CORNÉLIE MAPAPA, DIRECTRICE FINANCIÈRE DE LA CORAF. ÉGALEMENT UN DOSSIER SUR LES JEUNES AVEUGLES DU SÉNÉGAL QUI AMBITIONNENT DE CHANGER LEUR PAYS. ACCUSÉE DE SORCELLERIE DURANT SON ENFANCE, ZEINA DUBESSY REVIENT SUR LA SOUFFRANCE QUE VIVENT LES ENFANTS MIS AU BAN DE LA SOCIÉTÉ AU NOM D'UNE CROYANCE. QUANT À TATIANA ROJO, ELLE PARTAGE AVEC NOUS SON PARCOURS DE QUARANTAIRE ENTRE MATERNITÉ ET PROJETS PROFESSIONNELS. RETROUVEZ AUSSI L'HOMMAGE DE P. BLANCHARD À 318 FIGURES DE L'IMMIGRATION QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DE FRANCE; LA BD OUTRE-MÈRES QUI RÉVÈLE LE SCANDALE DES AVORTEMENTS FORCÉS À LA RÉUNION MAIS ENCORE SOLANGE SIYANDJE, ABY M'BAYE, ANNA DHIAKERE THIANDOU, ALICIA BIGOT, LAVAUX, SARAH PHENOM, ALICIA AYLIES, IDA COVO, MAIMOUNA CAMARA, MADDY ORSINET, YASMINA FAGBEMI, INGRID DAHO ET KISSINA NZINDA, REINES DE LA CUISINE AFRICAINE. PAULE MOKO NOUS DÉVOILE LES SECRETS D'UNE BONNE HYGIÈNE INTIME ET CHRISTIAN RICHOMME DÉCORTIQUE LES BLOCAGES AMOUREUX. LES HOMMES NE SONT PAS OUBLIÉS AVEC MARCUS BONI TEIGA, NICOLAS VAN INGEN, JOTAGODSON, SIMON MOUTAÏROU...

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

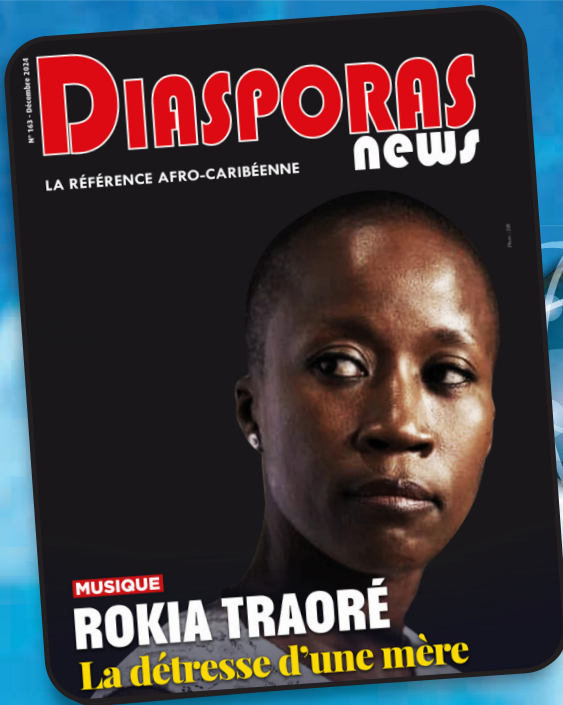
COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
30€
 Frais de port inclus



Recevoir
 directement
 votre magazine
 chez vous

Restez informé

Flashez-moi



ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
 Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK



L'équipe de

DIASPORAS
LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE **news**

vous souhaite

de *Joyeuses fêtes*

www.diasporas-news.com